



CHAPITRE 34

Loi concernant l'industrie de la construction

[Sanctionnée le 8 août 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

RESUME DES ACTIVITÉS

Interprétation:

« association représentative »;

« construction »;

« employeur »;

« grève »;

« lock-out »;

« ministre ».

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « association représentative »: une association visée au chapitre III de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45);

b) « construction »: les travaux de fondation, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification et de démolition de bâtiments et d'ouvrages de génie civil exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'oeuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol;

c) « employeur »: quiconque fait exécuter un travail par un salarié;

d) « grève »: la cessation concertée de travail par un groupe de salariés;

e) « lock-out »: le refus par un employeur de fournir du travail à un groupe de salariés qu'il emploie en vue de les contraindre à accepter certaines conditions de travail ou de contraindre pareillement des salariés d'un autre employeur;

f) « ministre »: le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.

CHAPTER 34

An Act respecting the construction industry

[Assented to 8th August 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

RESUMPTION OF ACTIVITIES

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) "representative association": an association contemplated in Chapter III of the Construction Industry Labour Relations Act (1968, chapter 45);

(b) "construction": the foundation, erection, maintenance, renewal, repair, alteration and demolition work on buildings and civil engineering works carried out on the job site itself and vicinity, including the previous preparatory work on the ground;

(c) "employer": anyone who has work done by an employee;

(d) "strike": the concerted cessation of work by a group of employees;

(e) "lock-out": the refusal by an employer to give work to a group of his employees in order to compel them, or the employees of another employer, to accept certain conditions of employment;

(f) "Minister": the Minister of Labour and Manpower.

Interpretation:

"representative association";

"construction";

"employer";

"strike";

"lock-out";

"Minister".

« salarié ».

Dans la présente loi, le mot « salarié » désigne un salarié auquel s'applique la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

In this act, the word "employee" means an employee to whom the Construction Industry Labour Relations Act applies.

Retour au travail.

2. Tout salarié qui a cessé de travailler le 13 juillet 1970 ou depuis cette date en raison d'une grève ou d'un lock-out doit se présenter au travail au plus tard lundi le 10 août 1970 pour continuer à accomplir les tâches pour lesquelles il avait été embauché.

2. Every employee who ceased to work on the 13th of July 1970 or after such date by reason of a strike or a lock-out shall report for work not later than Monday the 10th of August 1970, in order to continue to perform the duties for which he was employed.

Reprise des travaux, etc.

3. Tout employeur dont les travaux de construction ont cessé le 13 juillet 1970 ou depuis cette date en raison d'une grève ou d'un lock-out doit organiser la reprise de ces travaux et faire en sorte que les personnes visées à l'article 2 puissent, au plus tard le 10 août 1970, continuer à accomplir les tâches pour lesquelles elles avaient été embauchées; l'accomplissement de ces tâches par ces personnes est présumé, de façon irréfutable, ne pas être terminé le 10 août 1970.

3. Every employer whose construction work ceased on the 13th of July 1970 or after such date by reason of a strike or a lock-out shall arrange for the resumption of such work and see to it that not later than the 10th of August 1970 the persons contemplated in section 2 may continue to perform the duties for which they had been employed; the performance of such duties by such persons shall be presumed, in an irrebuttable manner, not terminated on the 10th of August 1970.

Mesures disciplinaires prohibées.

4. Aucune mesure disciplinaire ne doit, en raison d'une grève ou d'un lock-out déclenchés le 13 juillet 1970 ou depuis cette date, être exercée par un employeur visé à l'article 3 contre un salarié qui se conforme à l'article 2.

4. No disciplinary measure shall be taken by an employer contemplated in section 3, by reason of a strike or lock-out begun on the 13th of July 1970 or after such date, against any employee who complies with section 2.

Responsabilité des syndicats, etc.

5. Tout syndicat professionnel groupant des personnes visées à l'article 2 et toute union, fédération ou confédération auxquelles un tel syndicat adhérerait ou était affilié, directement ou indirectement, le 6 août 1970, doit prendre les moyens appropriés pour amener les membres d'un tel syndicat qui sont visés par l'article 2 à se conformer à cet article.

5. Every professional syndicate grouping persons contemplated in section 2 and every union, federation or confederation to which any such syndicate adhered or was affiliated, directly or indirectly, on the 6th of August 1970, shall take the appropriate steps to induce the members of such syndicate who are contemplated by section 2 to comply with such section.

Responsabilité des groupements non constitués en corporation, etc.

Tout groupement de personnes visées à l'article 2 qui n'est pas constitué en corporation, tout conseil de métiers, tout conseil provincial de métiers ou toute fédération auxquels un tel groupement adhérerait ou était affilié, directement ou indirectement, le 6 août 1970, doit prendre les moyens appropriés pour amener les personnes qui font partie d'un tel groupement et qui sont visées à l'article 2 à se conformer à cet article.

Every group of persons contemplated in section 2 which is not incorporated and every trades council, provincial trades council or federation to which such a group adhered or was affiliated, directly or indirectly, on the 6th of August 1970, shall take the appropriate steps to induce those persons who form part of such a group and are contemplated in section 2 to comply with such section.

Respon-
sabilité
des em-
ployeurs.

6. Toute association d'employeurs visés à l'article 3, tout groupement de tels employeurs qui n'est pas constitué en corporation ainsi que les fédérations, associations et corporations visées aux paragraphes c à g de l'article 5 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction doivent prendre les moyens appropriés pour amener les employeurs visés à l'article 3 à se conformer à cet article.

6. Every employers' association contemplated in section 3, every group of such employers which is not incorporated, and the federation, associations and corporations contemplated in paragraphs c to g of section 5 of the Construction Industry Labour Relations Act shall take the appropriate steps to induce the employers contemplated in section 3 to comply with such section.

Respon-
sibility of
em-
ployers.

SECTION II

CONDITIONS DE TRAVAIL PROVISOIRES

Condi-
tions de
travail en
vigueur
jusqu'au
décret.

7. Jusqu'à ce que les conditions de travail de l'ensemble des salariés du Québec aient été établies par décret suivant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ou par décret suivant l'article 12, ces salariés ainsi que leurs employeurs, en outre d'être liés par l'ordonnance numéro 12, 1970, de la Commission du salaire minimum et par le règlement numéro 2, 1970, de cette commission, sont aussi liés par les documents sessionnels numéros 69 et 70 déposés sur le bureau du secrétaire de l'Assemblée nationale le 7 août 1970 qui font partie intégrante de cette ordonnance et de ce règlement et qui, en cas d'incompatibilité, prévalent sur les dispositions de cette ordonnance et de ce règlement.

Grève et
lock-out
interdits.

8. La grève et le lock-out sont prohibés sous les peines prévues par la présente loi, jusqu'à ce que les conditions de travail de l'ensemble des salariés du Québec aient été établies par décret suivant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ou, à défaut, jusqu'à l'expiration des trente jours qui suivent la fin des auditions prévues à l'article 11.

7. Until the conditions of employment of all the employees in the province of Québec are established by decree in accordance with the Construction Industry Labour Relations Act or by decree in accordance with section 12, such employees and their employers, in addition to being bound by ordinance Number 12, 1970, of the Minimum Wage Commission and by regulation Number 2, 1970, of such commission, shall also be bound by Sessional Papers, Numbers 69 and 70, tabled in the National Assembly on the 7th of August 1970, which shall form an integral part of such ordinance and of such regulation and which, in case of inconsistency, shall prevail over the provisions of such ordinance and of such regulation.

Condi-
tions of
employ-
ment
binding
until
decree.

8. Strikes and lock-outs are prohibited, under the penalties prescribed by this act, until the conditions of employment of all the employees in the province of Québec are established by decree in accordance with the Construction Industry Labour Relations Act or, failing this, until the expiry of thirty days following the end of the hearings provided for in section 11.

Strikes,
etc.,
prohib-
ited.

SECTION III

RÈGLEMENT DU DIFFÉREND

Négocia-
tions.

9. Les négociations entre les associations représentatives doivent se poursuivre avec diligence et bonne foi; elles

DIVISION III

SETTLEMENT OF THE DISPUTE

9. The negotiations between the representative associations must be carried on diligently and in good faith; they shall

Negotia-
tions.

portent uniquement sur les sujets mentionnés au document sessionnel numéro 71 déposé sur le bureau du secrétaire de l'Assemblée nationale le 7 août 1970.

deal solely with those subjects mentioned in Sessional Papers, Number 71, tabled in the National Assembly on the 7th of August 1970.

Conciliation.

10. Le ministre charge un conciliateur de rencontrer les représentants des associations représentatives et de tenter d'effectuer une entente.

10. The Minister shall instruct a conciliation officer to meet the representatives of the representative associations and endeavour to effect an agreement.

Conciliation officer.

Assistance obligatoire.

Ces associations ont l'obligation d'assister à toutes les réunions où le conciliateur les convoque.

Such associations must attend all meetings to which they are called by the conciliation officer.

Obligatory attendance.

Rapport.

Le conciliateur doit, de jour en jour, faire rapport au ministre sur l'état des négociations.

The conciliation officer shall from day to day make a report to the Minister on the state of the negotiations.

Report.

Dispositions à inclure.

Si une entente intervient, la convention collective et le décret doivent comprendre les dispositions des documents sessionnels numéros 69 et 70.

If there is an agreement, the collective agreement and the decree must include the provisions of Sessional Papers, Numbers 69 and 70.

Provisions to be included.

Renvoi devant la Commission du travail si conciliation infructueuse.

11. Si le ministre estime que la conciliation ne peut conduire à une entente ou si, le trentième jour qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi, cette conciliation a été infructueuse, le ministre en avise le secrétaire de la Commission du travail et de la main-d'œuvre de l'Assemblée nationale; celui-ci convoque alors cette commission pour la date indiquée par le ministre afin qu'elle puisse entendre les associations représentatives.

11. If the Minister considers that the conciliation cannot lead to an agreement or if, on the thirtieth day following the coming into force of this act, such conciliation has been unsuccessful, the Minister shall notify the secretary of the Committee on Labour and Manpower of the National Assembly thereof; the latter shall then convene such committee for the date indicated by the Minister, so that it may hear the representative associations.

Notice and hearing in case of unsuccessful conciliation.

Avis de la fin des auditions.

La commission doit, à la fin de ces auditions, déclarer que celles-ci sont terminées et le secrétaire en avise alors le ministre sans délai.

At the end of such hearings, the Committee must declare that they have terminated, and the secretary shall notify the Minister thereof forthwith.

Notice of termination.

Décret fixant les conditions de travail.

12. Après la fin de ces auditions par la commission, le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, par décret, sur la recommandation du ministre, les conditions de travail de l'ensemble des salariés du Québec. Un tel décret doit comprendre les dispositions contenues dans les documents sessionnels numéros 69 et 70 et être conforme aux articles 13 et 28 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction; il est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et à compter de cette publication, il constitue un décret au sens de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

12. After the end of such hearings by the Committee, the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister, shall fix by decree the conditions of employment of all the employees in the province of Québec. Such a decree must include the provisions contained in Sessional Papers, Numbers 69 and 70 and must comply with sections 13 and 28 of the Construction Industry Labour Relations Act; it shall be published in the *Québec Official Gazette* and from such publication it shall constitute a decree within the meaning of the Construction Industry Labour Relations Act.

Decree fixing conditions of employment.

SECTION IV

PÉNALITÉ

Infraction et peine.

13. Quiconque contrevient à l'article 2 ou participe à une grève contrairement à l'article 8 commet une infraction et est passible d'une amende de \$25 à \$100 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un mois.

Infraction et peine: employeurs, etc.

14. Tout employeur visé à l'article 3 qui contrevient à cet article ou à l'article 8 ainsi que tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'un employeur visé à l'article 3, qui participe à un acte posé par l'employeur contrairement aux articles 3 ou 8 ou qui y consent ou acquiesce, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

Idem.

15. Tout employeur visé à l'article 3 qui contrevient à l'article 4 ainsi que tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'un employeur visé à l'article 3, qui participe à un acte posé par l'employeur contrairement à l'article 4 ou qui y consent ou acquiesce, commet une infraction et est passible d'une amende de \$500 à \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

Infraction et peine: syndicats, etc.

16. Tout syndicat, groupement ou conseil et toute union, fédération ou confédération visés à l'article 5, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir aux articles 2 ou 8 ou qui contrevient à l'article 5, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient aux articles 2 ou 8 ou pendant lequel dure la contravention à l'article 5.

Fonctionnaire, etc., partie à l'infraction.

Lorsqu'un de ces syndicats, groupements, conseils ou une de ces unions, fédérations ou confédérations a commis

DIVISION IV

PENALTIES

13. Every person who infringes section 2 or participates in a strike contrary to section 8 is guilty of an offence and liable to a fine of \$25 to \$100 for each day or part of a day during which the offence continues, with or without imprisonment for a period not exceeding one month.

Penalty for offence.

14. Every employer contemplated in section 3 who infringes such section or section 8, and every officer, director, employee, agent or adviser of an employer contemplated in section 3, who participates in any act done by the employer contrary to section 3 or 8, or who assents thereto or acquiesces therein, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which the offence continues, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Offence and penalty: employer, etc.

15. Every employer contemplated in section 3 who infringes section 4, and every officer, director, employee, agent or adviser of an employer contemplated in section 3, who participates in any act done by the employer contrary to section 4, or who assents thereto or acquiesces therein, is guilty of an offence and liable to a fine of \$500 to \$1,000 for each day or part of a day during which the offence continues, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Idem.

16. Every syndicate, group or council and every union, federation or confederation contemplated in section 5, which authorizes, encourages or incites a person to infringe section 2 or 8 or which infringes section 5, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person infringes section 2 or 8 or during which the infringement of section 5 continues.

Offence and penalty: syndicate, etc.

Where any such syndicate, group or council, or any such union, federation or confederation has been guilty of an offence

Officer, etc., deemed party to offence.

une infraction prévue à l'alinéa précédent, chacun de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour l'infraction, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an, que le syndicat, le groupement, le conseil, l'union, la fédération ou la confédération ait ou non été poursuivi ou reconnu coupable.

Infraction et peine: fonctionnaires, etc.

17. Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'un syndicat, groupement ou conseil ou d'une union, fédération ou confédération visés à l'article 16, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir aux articles 2 ou 8, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient aux articles 2 ou 8, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

Syndicat, etc., réputé partie à l'infraction.

Le syndicat, le groupement, le conseil, l'union, la fédération ou la confédération visés à l'article 16, dont un fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue à l'alinéa précédent, est partie à cette infraction et passible de l'amende prévue au même titre que cette personne.

Infraction et peine: groupement ou association, etc.

18. Tout groupement ou toute association, fédération ou corporation visés à l'article 6, qui autorise, encourage ou incite un employeur à contrevenir aux articles 3 ou 8 ou qui contrevient à l'article 6, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cet employeur contrevient aux articles 3 ou 8 ou pendant lequel dure la contravention à l'article 6.

Fonctionnaire, etc., réputé partie à l'infraction.

Lorsqu'un tel groupement ou une telle association, fédération ou corporation a commis une infraction prévue à l'alinéa précédent, chacun de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour l'infraction, avec ou sans emprison-

contemplated in the preceding paragraph, each of its officers, directors, employees, agents or advisers who participated in the commission of the offence, or who assented thereto or acquiesced therein, is deemed a party to the offence and liable to the fine provided for the offence, with or without imprisonment for a period not exceeding one year, whether or not the syndicate, group, council, union, federation or confederation has been prosecuted or convicted.

17. Every officer, director, employee, agent or adviser of a syndicate, group or council or of a union, federation or confederation contemplated in section 16 who authorizes, encourages or incites a person to infringe section 2 or 8, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person infringes section 2 or 8, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Offence and penalty: officer, etc.

Any syndicate, group, council, union, federation or confederation contemplated in section 16, whereof an officer, director, employee, agent or adviser is guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, is a party to such offence and liable to the prescribed fine in the same manner as such person.

Syndicate, etc., deemed party to offence.

18. Every group or association, federation or corporation contemplated in section 6 which authorizes, encourages or incites an employer to infringe section 3 or 8 or which infringes section 6 is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such employer infringes section 3 or 8 or during which the infringement of section 6 continues.

Offence and penalty: group or association, etc.

Where any such group or any such association, federation or corporation has been guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph, each of its officers, directors, employees, agents or advisers who participated in the commission of the offence, or who assented thereto or acquiesced therein, is deemed a party to the offence and liable to the fine provided for the offence, with or

Officer, etc., deemed party to offence.

nement pour une durée d'au plus un an, que le groupement, l'association, la fédération ou la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

without imprisonment for a period not exceeding one year, whether or not the group, association, federation or corporation has been prosecuted or convicted.

Infraction et peine: fonctionnaires, etc.

19. Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'un groupement ou d'une association, fédération ou corporation visés à l'article 18, qui autorise, encourage ou incite un employeur à contrevenir aux articles 3 ou 8, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cet employeur contrevient aux articles 3 ou 8, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus un an.

19. Every officer, director, employee, agent or adviser of a group or association, federation or corporation contemplated in section 18 who authorizes, encourages or incites an employer to infringe section 3 or 8, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such employer infringes section 3 or 8, with or without imprisonment for a period not exceeding one year.

Offence and penalty: officer, etc.

Groupe-ment, etc., réputé partie à l'infraction.

Le groupement, l'association, la fédération ou la corporation visés à l'article 18, dont un fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue à l'alinéa précédent, est partie à cette infraction et passible de l'amende prévue au même titre que cette personne.]

Any group, association, federation or corporation contemplated in section 18 whereof an officer, director, employee, agent or adviser is guilty of an offence contemplated in the preceding paragraph is a party to such offence and liable to the prescribed fine in the same manner as such person.

Group, etc., deemed party to offence.

Poursuites.

20. Les poursuites prévues aux articles 13 à 19 ne peuvent être intentées que par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

20. The proceedings contemplated in sections 13 to 19 may be instituted only by the Attorney-General or a person generally or specially authorized by him in writing for such purpose.

Proceedings.

Peine pour infraction.

21. Toute association représentative qui fait défaut de se conformer à une obligation imposée par l'article 10, commet une infraction et est passible d'une amende de \$500 à \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

21. Every representative association which fails to comply with an obligation imposed by section 10 is guilty of an offence and liable to a fine of \$500 to \$1,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

Penalty for offence.

Poursuites sommaires.

22. Les peines prévues aux articles 13 à 19 et à l'article 21 sont imposées sur poursuite sommaire et la deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique.

22. The penalties provided in sections 13 to 19 and in section 21 shall be imposed upon summary proceeding and Part II of the Summary Convictions Act shall apply.

Summary proceedings.

Entrée en vigueur.

23. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

23. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.